

La Catalogne, l'Espagne et l'Europe sont mieux ensemble

Nov 7, 2019 Pedro Sánchez

MADRID – Par-dessus de tout, l'Europe représente la liberté, la paix et le progrès. Nous devons promouvoir ces valeurs et faire de l'Europe le principal modèle d'intégration et de justice sociale qui protège ses citoyens. L'Europe à laquelle nous aspirons, l'Europe dont nous avons besoin, l'Europe que nous construisons est fondée sur la stabilité démocratique au sein des États membres et ne peut pas accepter la rupture unilatérale de son intégrité. L'Europe que nous admirons s'est construite sur le principe d'identités qui se recoupent, sur l'égalité pour tous les citoyens et sur le refus des idéologies nationalistes et de l'extrémisme.

Pour cette raison, le défi du séparatisme en Catalogne, conçu contre et en dehors du cadre constitutionnel de l'Espagne - et qui réduit au silence la majorité des Catalans qui sont contre l'indépendance - est un défi pour l'Europe et les Européens. La préservation de ces valeurs en Catalogne à l'heure actuelle signifie la protection de l'Europe ouverte et démocratique que nous représentons.

L'Espagne a consacré ces valeurs en 1978, lorsqu'elle a créé et ratifié une constitution démocratique complète. Ce document historique a été approuvé par près de 88 % des électeurs dans un référendum. En Catalogne, le soutien et la participation électorale ont été encore plus importants : environ 90,5 % des Catalans ont soutenu la nouvelle constitution.

L'Espagne a ainsi échappé au long cortège sombre de la dictature et a jeté les bases d'un État de droit, comparable aujourd'hui aux démocraties de longue date de l'Europe de l'Ouest. Les libertés individuelles, pour lesquelles les Espagnols de différentes croyances et de différentes origines, dont de nombreux Catalans, se sont battus et ont vaincu, ont été restaurées. La Constitution de 1978 a également fourni une réponse novatrice et progressiste de la diversité territoriale de l'Espagne en la tenant pour un authentique atout, digne d'être reconnu. Près de 40 ans plus tard, l'Indice de démocratie, publié par *The Economist*, classe l'Espagne au rang des 20 démocraties complètes du monde.

L'Espagne contemporaine est le deuxième pays le plus décentralisé d'Europe et la Catalogne jouit de certains des plus hauts niveaux d'autonomie régionale de gouvernance sur le continent, avec de larges pouvoirs dévolus à certains secteurs cruciaux, tels que les médias et la communication publique, la santé, l'éducation et les prisons.

Aujourd'hui cependant, la Catalogne a partie liée non seulement avec l'esprit de créativité et d'initiative, ces qualités qui sont largement admirées dans le monde entier, mais également avec une crise profonde, causée par la rupture unilatérale avec l'ordre constitutionnel de l'Espagne, déclenchée par les dirigeants séparatistes de la région à l'automne 2017. Les dirigeants de la Catalogne n'ont pas respecté toutes les exigences et les résolutions prises par la Cour constitutionnelle, ont adopté des lois

anticonstitutionnelles de « déconnexion » vis à vis de l'État espagnol, ont organisé un référendum illégal et ont déclaré une prétendue République Catalane.

Aucun État ne permettra jamais une sécession unilatérale d'un territoire faisant partie de son ordre constitutionnel. Et aucun démocrate ne doit soutenir la ligne suivie par les dirigeants séparatistes, qui ont remporté moins de 48 % des suffrages exprimés aux élections régionales. Leur indépendance frauduleuse a ravivé les passions populaires, et, aidée par la prolifération délibérée de fausses nouvelles, a encouragé un profond sentiment d'injustice et d'affrontement avec le reste de l'Espagne. Où était la voix et le vote de ces Catalans, la majorité d'entre eux, qui se sont opposés à l'indépendance ? Où était la voix de ces Espagnols qui ont assisté, perplexes, à une violation directe des garanties de leur Constitution ?

Mon gouvernement s'est distingué en mettant au premier plan le développement des droits et des libertés. Les organisations internationales ont reconnu les normes élevées que nous nous sommes fixées sur certaines questions comme l'égalité des sexes. Nous ne saurions jamais, par conséquent, accepter la moindre restriction de la liberté d'expression. Le président de la *Generalitat de Catalunya* (le gouvernement régional de la Catalogne) est un séparatiste radical, mais il n'est ni empêché d'exprimer ses opinions librement, ni empêché de les défendre publiquement, en dépit de la peine et les dommages qu'ils causent à la coexistence pacifique en Catalogne.

Il en va de même pour les conseils locaux et les gouvernements séparatistes et pour les associations qui soutiennent l'indépendance. Ils peuvent exprimer leurs opinions comme ils le désirent, à condition qu'ils n'en fassent pas la promotion ni qu'ils n'encouragent des actes criminels. Tous les Espagnols sont égaux devant la loi - et la Constitution et la démocratie sont des réalités inséparables.

En vertu de l'État de droit démocratique de l'Espagne, le pouvoir judiciaire est totalement indépendant et permet l'examen des règlements par les organes officiels nationaux et internationaux. Le gouvernement respecte et se conforme à toutes les décisions judiciaires. Cela comprend la décision de la Cour suprême contre neuf dirigeants séparatistes accusés d'actes illégaux commis à l'automne 2017. Dans cette affaire, la Cour a agi avec la plus grande transparence : l'ensemble des procédures a été retransmis en direct.

Les réactions à la décision de la Cour suprême ont été extrêmement diverses : alors que certains pensent qu'elle a été trop indulgente en prononçant des peines de prison entre 9 et 13 ans, d'autres ont organisé des manifestations contre ce verdict. Bien que certaines de ces manifestations aient été pacifiques, d'autres ont sombré dans une violence extrême.

Le droit de manifester et le droit de grève sont des piliers fondamentaux de notre démocratie et je respecte totalement ces citoyens catalans qui ont exercé pacifiquement ce droit. Mais les actes de violence organisés et intentionnels qui ont eu lieu à travers la Catalogne au cours des dernières semaines sont tout à fait autre chose et ne représentent nullement l'esprit tolérant et chaleureux de cette région.

L'effort illégal pour susciter l'indépendance de la Catalogne suit une feuille de route qui n'est que trop familière dans l'Europe actuelle. Il nous conduit dans un réseau de

mensonges, tissé de fausses informations par messageries virales et sert à galvaniser les extrémistes de droite et les ennemis de l'intégration européenne. C'est la même voie que celle prise par ceux, ailleurs dans le monde, qui fracturent les sociétés en exploitant la rhétorique de la réaction pour encourager la polarisation et la confrontation.

Récemment, des dirigeants de ce mouvement, comme le président de la principale association pro-séparatiste, ont déclaré que la violence peut être nécessaire pour que leur cause bénéficie d'une plus grande attention. Mais si nous avons tiré une leçon de l'histoire douloureuse et sanglante de l'Europe, c'est qu'aucune ambition politique ne peut justifier le recours à la violence, encore moins la normalisation de la violence comme instrument politique.

Mon gouvernement a répondu à ce défi avec proportion et maîtrise. Je crois fermement que la modération est notre force. Nous avons réagi promptement pour rétablir la paix et la stabilité chez les citoyens de Catalogne, dont une majorité rejettent l'impasse instable actuelle. Nous avons également agi avec prudence pour réduire le risque lors des moments de tension au plus bas niveau possible. Nous ne devons pas oublier en outre les efforts exemplaires et le courage de la police catalane, avec l'appui de la police nationale, dans leur tâche de maintien de l'ordre à l'heure où leurs dirigeants de la région ont fait montre d'un mépris des lois caractérisé.

C'est un paradoxe absurde d'être témoin d'un président de la Generalitat qui fait peu de cas de la violence tout en dénonçant une force de police, qui agit sur ses ordres, dans l'exercice de ses fonctions. C'est également une grave erreur. Je lui demande de condamner la violence totalement et sans réserve et d'entamer un dialogue avec les citoyens catalans qui ne veulent pas de l'indépendance, ainsi qu'avec les groupes qui ne sont pas pro-séparatistes. Il doit commencer à agir en tant que président de tous les Catalans, pas seulement de ceux qui partagent ses convictions politiques.

Je ne vais pas permettre qu'une nouvelle flambée nationaliste extrême, appuyée par de faux récits et remplie de mensonges, vienne compromettre le succès de la démocratie espagnole, elle qui est issue du dur labeur de nos citoyens et de nos institutions. Dans la discussion sur l'avenir de la Catalogne, seules la guérison et la coexistence du peuple et de la société de Catalogne, non l'indépendance, sont à l'ordre du jour. C'est notre principal défi : faire en sorte que tous comprennent et acceptent qu'une voie unilatérale vers l'indépendance constitue un affront direct envers les principes démocratiques fondamentaux.

En ce moment, la retenue et la modération sont impératives. Nous agissons avec toute la fermeté nécessaire pour défendre la coexistence pacifique, mais avec l'intelligence de reconnaître que nous avons l'occasion d'ouvrir un nouveau chapitre avant nous. Je ne me suis jamais détourné du dialogue pourvu que les deux partis soient disposés à agir dans le cadre de la Constitution et de la loi. Je ne veux pas être un dirigeant du nous-contre-eux. Ma tâche consiste à servir tous les Espagnols équitablement.

Il y a différents espaces de dialogue à explorer si les dirigeants séparatistes abandonnent leur voie unilatérale. Nous pouvons parler et nous écouter mutuellement sans menace ni dénigrement. Je sais qu'il y a des plaies ouvertes, des douleurs et de la frustration. Mais malgré cela, il y a une possibilité d'espoir, en reconnaissant ce que nous avons réalisé ensemble, en pensant à ce que nous pouvons faire, ensemble, pour améliorer le bien-être

de tous nos citoyens. Pour ce faire, cependant, les dirigeants séparatistes doivent retourner dans le domaine de la Constitution et du respect de l'État de droit.

Mon gouvernement a placé l'Espagne à l'avant-garde du projet d'intégration européenne et sur la ligne de front de la lutte contre nos plus grands défis mondiaux. Nous nous engageons au renforcement et au développement des droits et des libertés et à la lutte contre les inégalités. Ces objectifs dépassent une vision nationaliste et nous avons besoin que la Catalogne et la société catalane nous aident à les atteindre.